

Accord national 2001-2002

Cct conclue le 26 mars 2001 au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique relative à l'évolution du coût salarial, à la formation permanente et à l'emploi.

Champ d'application

Article 1er - La présente cct s'applique aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et aux employés dont les fonctions sont reprises dans la classification des fonctions fixées par cette commission paritaire, à l'exception de l'article 6, qui s'applique aux représentants de commerce.

Par « employés », on entend les employés et les employées.

Durée

Article 2. - La présente cct est conclue pour une durée de deux ans, du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002 inclus.

Accords de base pour la concertation sociale au niveau de l'entreprise

Article 3. - Les interlocuteurs sociaux de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique souscrivent entièrement aux accords de base pris dans l'accord interprofessionnel 2001-2002, conclue le 20 décembre 2000.

Ils demandent sans ambiguïté aux négociateurs au niveau de l'entreprise de suivre les dispositions de l'accord interprofessionnel en matière d'évolution du coût salarial, de formation permanente et d'emploi.

Barème minimum

Article 4. - Le barème minimum fixé par la cct du ^{4 mai 1993} ~~24 septembre 1997~~, conclue au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, concernant le barème minimum (a.r. ~~15.9.94, m.b. 24.11.94~~ ^{26.4.2000}), en vigueur au 28 février 2001, est augmenté de 1 % à dater du 1er mars 2001. ^{m. 6.3.10.2000}

Le barème minimum dont question, en vigueur au 31 décembre 2001, est augmenté de 12,39 € bruts au 1er janvier 2002.

Augmentation des traitements

Article 5. - Le traitement mensuel, comme fixé au 31 décembre 2000, des employés barémisés occupés à temps plein dans les entreprises sans délégation syndicale, est augmenté de 18,59 € bruts au plus tard à compter du 1er janvier 2002, sans préjudice de la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation telle que définie par la cct en la matière du 17 mars 1998.

Cette augmentation est à valoir sur toutes autres augmentations effectives de la rémunération et/ou tous autres nouveaux avantages pécuniaires ou évaluables en argent, octroyés ou à octroyer selon des modalités propres à l'entreprise, et auxquels le travailleur a droit à charge de l'employeur en raison de son engagement.

Ces augmentations et/ou avantages sont à imputer à leur valeur brute sur l'augmentation définie par la présente cct.

Pour les employés barémisés occupés à temps partiel, le traitement mensuel est augmenté au prorata de leurs prestations de travail et dans les mêmes conditions que pour les temps plein.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

n 6 -04- 2001

p. 1
19 -04- 2001

57.038. / 10 / 207

Représentants de commerce

Article 6. -

§ 1. Prime de fin d'année

L'article 3 de la cct, concernant l'octroi d'une prime de fin d'année spécifique aux représentants de commerce, conclue le 4 mai 1999 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, est remplacé par l'article suivant :

La prime de fin d'année octroyée aux employés mentionnée à l'article 1 de la présente cct est définie comme suit :

- pour l'année 2001, et payable au plus tard en janvier 2002, une prime de fin d'année est octroyée par l'employeur, égale à 60 % du traitement mensuel brut (rémunération fixe augmentée de la moyenne d'éventuelles commissions) du mois de décembre 2001 plafonné à 1.735,25 €.
- à partir de l'année 2002, et payable au plus tard en janvier 2003, une prime de fin d'année est octroyée par l'employeur, égale à 70 % du traitement mensuel brut (rémunération fixe augmentée de la moyenne d'éventuelles commissions) du mois de décembre 2002 plafonné à 1.735,25 €.

Pour le représentant de commerce dont la rémunération est composée pour tout ou partie de commissions, la prime de fin d'année est calculée sur la moyenne mensuelle des commissions des 12 derniers mois.

Cet octroi est à valoir sur tous autres avantages pécuniaires ou évaluables en argent, quelle qu'en soit la dénomination, octroyés ou à octroyer selon des modalités propres à l'entreprise et auxquels le travailleur a droit à charge de l'employeur en raison de son engagement.

§ 2. Traitement minimum

L'article 2, deuxième alinéa, de la cct du 4 mai 1999 conclue au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique relative au traitement minimum des représentants de commerce est remplacé comme suit :

« La rémunération minimum est payée mensuellement à titre d'avance sur la commission éventuelle et le décompte définitif est établi à la fin de chaque année, sur base des appointements calculés sur une moyenne de douze mois ».

Mobilité

Article 7.

La cct, conclue le 5 juillet 1972 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, concernant les frais de transport des employés, sera modifiée pour, conformément à l'accord interprofessionnel 2001-2002, conclu le 22 décembre 2000, porter, sauf dans le cas où les employeurs organisent et financent eux-mêmes le transport de leurs employés, l'intervention des employeurs dans les frais de transport supportés par les employés à maximum 60% du prix de la carte-train, 2^{ème} classe, de la SNCB. Une cct distincte définira les modalités de l'intervention précitée des employeurs.

Prépension conventionnelle

Article 8. -

§ 1. Prépension à partir de 58 ans

La cct, conclue le 4 mai 1999 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, relative à la prorogation du régime de prépension conventionnelle à partir de 58 ans, venue à échéance le 31 décembre 2000, est prorogée pour la durée de la présente cct ; ses modalités d'application demeurent inchangées.

§ 2. Prépension à partir de 56 ans pour les employés qui comptent au moins 20 ans de prestations de nuit et 33 ans de carrière professionnelle

La cct, conclue le 4 mai 1999 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, venue à échéance le 31 décembre 2000, relative à la prépension conventionnelle à partir de l'âge de 56 ans pour les employés qui comptent au moins 20 ans de travail de nuit et 33 ans de carrière professionnelle, est prorogée pour la durée de la présente cct; ses modalités d'application demeurent inchangées.

§ 3. Prépension à mi-temps à partir de 55 ans

La prépension à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans, est rendue possible pour les employés, pour la durée de la présente convention collective de travail, moyennant une procédure d'adhésion qui sera définie par une cct distincte.

Formation syndicale

Article 9.

§ 1. Dans les alinéas 1 et 3 de l'article 3 de la cct, concernant la formation syndicale, conclue le 4 mai 1999 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, relative à la formation syndicale, le chiffre « 117 » est remplacé par le chiffre « 150 ».

§ 2. Le montant de 74.368,06 € figurant au premier alinéa de l'article 8 de la cct susmentionnée, conclue le 4 mai 1999 est, pour la durée de la présente cct, porté à 99.157,41 € par an.

Article 10.

Pendant la durée de la présente cct, les modalités d'utilisation de la formation syndicale seront discutées dans un groupe de travail à constituer à cet effet.

Financement de l'avantage aux employés syndiqués

Article 11. - L'article 8, deuxième alinéa, de la cct précitée, concernant la formation syndicale, conclue le 4 mai 1999 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique est modifié comme suit :

« Avec effet au 1er janvier 2002, cette réserve financière assure en outre la couverture d'une partie de la cotisation annuelle des syndiqués parmi les employés visés à l'article 1^{er} de la présente cct, et ce à concurrence d'un montant annuel de 1.536.939,85 €. »

Fonds de formation (0,10 % - groupes à risques)

Article 12. - La cct., prorogeant le fonds pour la formation professionnelle des employés de l'industrie chimique, conclue le 4 mai 1999 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, sera prorogée pour la durée de la présente cct. Il en ira de même de la cct fixant la cotisation des employeurs au Fonds précité, également conclue le 4 mai 1999 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique.

Crédit-temps - Diminution de carrière de 1/5^{ème}

Article 13.

§ 1. Crédit-temps

Le droit au crédit-temps prévu par la CCT n° 77, conclue le 14.2.2001 au sein du Conseil National du Travail, instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, est étendu à une durée maximum de 5 ans sur l'ensemble de la carrière.

La première année, l'exercice de ce droit au crédit-temps doit, conformément à la CCT n° 77 précitée, s'opérer par période de 3 mois minimum.

Sous réserve d'autres accords pris sur le plan de l'entreprise, les conditions cumulatives suivantes doivent être respectées, de la deuxième jusques et y compris la cinquième année :

- le crédit-temps doit être exercé par période d'une année
- les employés souhaitant exercer ce droit au crédit-temps doivent avoir atteint une ancienneté d'au moins 5 ans.

L'exercice de ce droit ne peut pas entraîner de perturbation dans l'organisation du travail.

§ 2. Diminution de carrière de 1/5^{ème}

Les entreprises peuvent, conformément à l'article 6 §2 de la CCT n° 77 du CNT précitée, déterminer les modalités d'application concrètes du système de diminution de carrière de 1/5^{ème} pour les employés à temps plein qui travaillent en équipes.

L'exercice de ce droit ne peut pas entraîner de perturbation dans l'organisation du travail.

Stress – CCT n° 72 du CNT

Article 14.

Conformément au point 9 de l'accord interprofessionnel précité, les parties signataires soulignent l'importance, pour le bien-être des travailleurs et pour le bon fonctionnement de l'entreprise, de la cct n° 72 conclue au CNT. Ils s'associent à la recommandation de la cct n° 72 précitée de concrétiser dans la pratique les propositions avancées dans cette cct, et attirent l'attention sur l'apport positif qui peut émaner des services de prévention.

*

Passage à l'Euro.

Article 15. - Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que dans la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessous, se rapportent à la présente convention collective de travail.

Pour les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en francs belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

Art. 4		Art. 4	
	EUR	BEF	
Alinéa 2	12,39	500,00	Tweede lid

Art. 5		Art. 5	
	EUR	BEF	
Alinéa 1er	18,59	750,00	Eerste lid

Art. 6		Art. 6	
	EUR	BEF	
Alinéa 2	1735,25	70000	Tweede lid

Art. 9		Art. 9	
	EUR	BEF	
§2	74368,06	3000000	§2
	99157,41	4000000	

Art. 11		Art. 11	
	EUR	BEF	
Alinéa unique	1536939,85	62000000	Enig lid

Concertation et paix sociale

Article 16. - Dans le respect de la paix sociale et des procédures propres à l'industrie chimique, les parties signataires reconnaissent, au nom de leurs mandants, avoir rencontré leurs attentes réciproques pour les matières faisant partie de la présente cct.

Elle est conclue de bonne foi et les parties signataires s'engagent à la faire appliquer auprès de leurs mandants, aussi bien quant à la lettre que quant à l'esprit.

Nationaal akkoord 2001-2002

CAO gesloten op 26 maart 2001 in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid betreffende loonkostontwikkeling, permanente vorming en tewerkstelling.

Toepassingsgebied

Artikel 1. - Deze CAO is toepasselijk op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en op de bedienden waarvan de functies zijn opgenomen in de classificatie der functies, vastgesteld door dit paritair comité, met uitzondering van artikel 6, dat van toepassing is op de handelsvertegenwoordigers

Duur

Artikel 2. - Deze CAO wordt gesloten voor een duur van 2 jaar, van 1 januari 2001 tot en met 31 december 2002.

Basisafspraken voor het sociaal overleg op ondernemingsvlak

Artikel 3. - De sociale gesprekspartners van het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid onderschrijven ten volle de basisafspraken opgenomen in het interprofessioneel akkoord 2001-2002 gesloten op 22 december 2000.

Zij vragen ondubbelzinnig aan de onderhandelaars op ondernemingsvlak om de bepalingen van het interprofessioneel akkoord, inzake loonkostontwikkeling, permanente vorming en tewerkstelling te volgen.

Minimumbarema

Artikel 4. - Vanaf 1 maart 2001 wordt het minimumbarema, vastgelegd door de CAO van ~~24 september 1997~~ ^{4. mei 1999}, gesloten in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreffende het minimumbarema (k.b. ~~15 september 1994~~, b.s. ~~24 november 1994~~), dat van kracht is op 28 februari 2001, met 1% verhoogd. ^{26 april 2000} ^{3 oktober 2000}

Vanaf 1 januari 2002 wordt bedoeld minimumbarema, van kracht op 31 december 2001, met 12,39 € bruto verhoogd.

Weddeverhogingen

Artikel 5. - De maandwedde, zoals bepaald op 31 december 2000, van de voltijds tewerkgestelde gebaremiseerde bedienden van de ondernemingen zonder syndicale afvaardiging, wordt uiterlijk per 1 januari 2002 verhoogd met 18,59 € bruto, onverminderd de koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, zoals bepaald door de CAO terzake van 17 maart 1998.

Deze verhoging gebeurt in voorafname en/of na verrekening van alle andere, volgens bedrijfseigen modaliteiten, effectieve verhogingen van het loon en/of andere geldelijke of in geld waardeerbare toegekende nieuwe voordelen waarop de werknemer ingevolge zijn dienstbetrekking recht heeft ten laste van de werkgever.

Deze verhogingen en/of voordelen zijn aan hun brutowaarde aan te rekenen op de verhoging bepaald door huidige overeenkomst.

Voor de deeltijds tewerkgestelde gebaremiseerde bedienden wordt de maandwedde pro rata hun arbeidsprestaties en onder dezelfde voorwaarden als de voltijdsen verhoogd.

NEERLEGGING-DEFO

06-04-2001

19-04-2001

57.038 / 00 / 207.

1

Handelsvertegenwoordigers

Artikel 6. -

§1 Eindejaarspremie

Het artikel 3 van de CAO, betreffende de specifieke regeling van eindejaarspremie van de handelsvertegenwoordigers, gesloten op 4 mei 1999 in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, wordt door de volgende tekst vervangen :

De eindejaarspremie die toegekend wordt aan de in artikel 1 van deze CAO bedoelde bedienden wordt als volgt vastgesteld :

- voor het jaar 2001, en uiterlijk betaalbaar in januari 2002, wordt door de werkgever een eindejaarspremie toegekend gelijk aan 60% van het tot 1.735,25 € bruto begrensd maandloon (vaste wedde vermeerderd met eventuele gemiddelde commissielonen) van december 2001;
- vanaf het jaar 2002, en uiterlijk betaalbaar in januari 2003, wordt door de werkgever een eindejaarspremie toegekend gelijk aan 70% van het tot 1.735,25 € bruto begrensd maandloon (vaste wedde vermeerderd met eventuele gemiddelde commissielonen) van december 2002.

Voor de handelsvertegenwoordiger, waarvan de wedde geheel of gedeeltelijk samengesteld is uit commissielonen, wordt de premie berekend op het maandgemiddelde van dit loon van de laatste 12 maanden.

Deze toekenning gebeurt in voorafname en/of na verrekening van alle andere, volgens bedrijfseigen modaliteiten, geldelijke of in geld waardeerbare toegekende voordelen, welke ook hun benaming weze, waarop de werknemer ingevolge zijn dienstbetrekking recht heeft ten laste van de werkgever

§2. Minimumwedde

Artikel 2, tweede lid, van de CAO van 4 mei 1999, gesloten in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreffende de minimumwedde voor de handelsvertegenwoordigers, wordt vervangen als volgt :

“Het minimumloon wordt maandelijks als voorschot op het eventueel commissieloon betaald en de eindrekening wordt op het einde van elk jaar vastgesteld op basis van de lonen berekend op een gemiddelde van twaalf maanden.”

Mobiliteit

Artikel 7. De CAO, betreffende de vervoerkosten van de bedienden, gesloten op 5 juli 1972 in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, zal gewijzigd worden om, overeenkomstig het interprofessioneel akkoord 2001-2002, gesloten op 22 december 2000, behalve in het geval waarin de werkgevers zelf het vervoer van hun bedienden organiseren en financieren, de bijdrage van de werkgevers in de vervoerkosten gedragen door de bedienden tot maximum 60% van de prijs van de treinkaart, 2^{de} klasse van de NMBS te brengen. Een afzonderlijke CAO zal de modaliteiten van voornoemde bijdrage van de werkgevers vastleggen.

Conventioneel brugpensioen

Artikel 8. -

§1. Brugpensioen vanaf 58 jaar

De CAO, gesloten op 4 mei 1999, in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreffende de verlenging van het stelsel van conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 58 jaar, die per 31 december 2000 vervallen is, wordt voor de duur van deze CAO verlengd met behoud van de erin vastgelegde modaliteiten.

§ 2. Brugpensioen vanaf 56 jaar voor bedienden met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan

De CAO, gesloten op 4 mei 1999, in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar voor bedienden met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan, die per 31 december 2000 vervallen is, wordt voor de duur van deze CAO verlengd met behoud van de erin vastgelegde modaliteiten.

§ 3. Halftijds brugpensioen vanaf 55 jaar

Het halftijds brugpensioen vanaf de leeftijd van 55 jaar wordt, voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, voor de bedienden mogelijk gemaakt via een toetredingsprocedure die door een afzonderlijke CAO zal worden vastgesteld.

Syndicale vorming

Artikel 9.

§ 1. In lid 1 en lid 3 van artikel 3 van de CAO, betreffende de syndicale vorming, gesloten op 4 mei 1999 in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid wordt het cijfer "117" vervangen door het cijfer "150".

§ 2. Het bedrag van 74.368,06 € vermeld in het eerste lid van artikel 8 van bovenvermelde CAO, gesloten op 4 mei 1999 wordt, voor de duur van deze CAO, gebracht op 99.157,41 € per jaar.

Artikel 10.

Tijdens de duur van deze CAO zullen de gebruiksmodaliteiten van de syndicale vorming in een daartoe op te richten werkgroep besproken worden.

Financiering van het voordeel aan de gesyndiceerde bedienden

Artikel 11. - Artikel 8, tweede lid, van de CAO, betreffende de syndicale vorming, gesloten op 4 mei 1999 in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, wordt als volgt gewijzigd :

“Met ingang van 1 januari 2002 zorgt deze financiële reserve bovendien voor de dekking van een gedeelte van de jaarlijkse bijdrage van de gesyndiceerden onder de in artikel 1 van deze CAO bedoelde bedienden, ten belope van jaarlijks 1.536.939,85 €.”

Fonds voor Vorming (0,10% - risicogroepen)

Artikel 12. - De CAO tot verlenging van het Fonds voor beroepsvorming van de bedienden uit de scheikundige nijverheid, gesloten op 4 mei 1999 in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid zal voor de duur van deze CAO worden verlengd. Hetzelfde zal gelden voor de CAO tot vaststelling van de werkgeversbijdrage aan voornoemd Fonds, eveneens gesloten op 4 mei 1999 in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

Tijdskrediet - 1/5^{de} loopbaanvermindering

Artikel 13.

§ 1. Tijdskrediet

Het recht op tijdskrediet, voorzien door de CAO nr. 77 gesloten op 14 februari 2001 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt uitgebreid tot een duur van maximum 5 jaar over de gehele loopbaan.

Tijdens het eerste jaar dient de uitoefening van dit recht op tijdskrediet, overeenkomstig voornoemde CAO nr. 77, te gebeuren per minimumperiode van 3 maanden.

Behoudens andere afspraken op het vlak van de onderneming dienen, van het tweede tot en met het vijfde jaar, de volgende cumulatieve voorwaarden nageleefd te worden :

- het tijdskrediet moet uitgeoefend worden per periode van één jaar
- de bedienden die van dat recht op tijdskrediet gebruik wensen te maken dienen minstens vijf jaar anciënniteit bereikt te hebben.

De uitoefening van dit recht mag de organisatie van het werk niet verstoren.

§ 2. 1/5^{de} loopbaanvermindering

De ondernemingen kunnen, overeenkomstig art. 6, § 2 van voornoemde CAO nr. 77 van de NAR, de concrete toepassingsmodaliteiten bepalen van het stelsel van 1/5^{de} loopbaanvermindering voor de voltijdse bedienden die in ploegen zijn tewerkgesteld.

De uitoefening van dit recht mag de organisatie van het werk niet verstoren.

Stress – CAO nr. 72 van de NAR

Artikel 14. Overeenkomstig punt 9 van het voornoemd interprofessioneel akkoord, wijzen de ondertekenende partijen op de belangrijkheid van de CAO nr. 72 gesloten in de NAR, voor het welzijn van de bedienden en voor de goede werking van de onderneming. Zij sluiten zich aan bij de aanbeveling van voornoemde CAO nr. 72 om de in deze CAO naar voor gebrachte voorstellen in praktijk om te zetten en vestigen de aandacht op de positieve inbreng die de preventiediensten kunnen hebben.

Overgang naar de Euro

Artikel 15. -

De artikelen of onderdelen ervan die in de eerste rij en de eerste en vierde kolom van de volgende rij(en) van onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de dag van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

Art. 4		Art. 4	
	EUR	BEF	
Alinéa 2	12,39	500,00	Tweede lid

Art. 5		Art. 5	
	EUR	BEF	
Alinéa 1er	18,59	750,00	Eerste lid

Art. 6		Art. 6	
	EUR	BEF	
Alinéa 2	1735,25	70000	Tweede lid

Art. 9		Art. 9	
	EUR	BEF	
§2	74368,06	3000000	§2
	99157,41	4000000	

Art. 11		Art. 11	
	EUR	BEF	
Alinéa unique	1536939,85	62000000	Enig lid

Overleg en sociale vrede

Artikel 16. - Met inachtneming van de sociale vrede en van de procedures eigen aan de scheikundige nijverheid, erkennen de ondertekenende partijen namens hun mandaatgevers, dat zij voor de materies die deel uitmaken van deze CAO's aan elkaars verwachtingen hebben voldaan.

Zij is gesloten te goeder trouw, en de ondertekenende partijen verbinden er zich toe om ze te doen toepassen, zowel naar de letter als naar de geest.